

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ZAC de Bourran  
9 rue de Bruxelles  
12000 RODEZ

RODEZ, le 05/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SNC EOLIENNE CITOYENNE LESTRADE**

1 rue des Arquebusiers  
67000 Strasbourg

Code AIOT : 0006809951

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2023 dans l'établissement SNC EOLIENNE CITOYENNE LESTRADE implanté Lestrade 12430 Lestrade-et-Thouels. L'inspection a été annoncée le 04/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNC EOLIENNE CITOYENNE LESTRADE
- Lestrade 12430 Lestrade-et-Thouels
- Code AIOT : 0006809951
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SNC EOLIENNE CITOYENNE LESTRADE possède une éolienne (n° 1) sur la commune de Lestrade et Thouels. L'aérogénérateur est de marque ENERCON, d'une hauteur de nacelle de 85 m, pour une hauteur maximale en bout de pale de 120,5 m. La puissance de la machine est de 2,3 MW.

La maintenance technique de l'éolienne est assurée par la société ENERCON (constructeur de la machine).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des déchets
- Maintenance

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
2	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription
3	Tests des équipements de mise à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/
4	Vérifications installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/
5	Contrôle des brides et des fixations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	/
6	Contrôle visuel des pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	/
7	Fonctionnement anormal de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	/
9	Manuel d'entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/
10	Détection fonctionnement anormal	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bordereau de suivi des déchets (BSD)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/11/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets radioactifs, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau qui accompagne les déchets (...).</p>
<b>Constats :</b> Les déchets issus du parc éolien sont désormais gérés sans intermédiaire. Les bordereaux présenteront donc uniquement l'exploitant et la société chargée de récupérer les déchets : Conforme
<b>Observations :</b> Les déchets sont désormais stockés sur le site dans des containers ad hoc. Au jour de l'inspection, aucune collecte de ces containers n'a été effectuée. L'exploitant transmettra à l'inspection un bordereau de suivi de déchets dès que possible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/11/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant fait éliminer ses déchets dangereux dans une installation régulièrement autorisée à cet effet : Conforme
<b>Observations :</b> Les déchets issus des éoliennes de l'ensemble du parc sont regroupés et stockés temporairement dans une "mini-Eolbox", un petit container étanche, fermé à l'aide d'un cadenas, faisant office de rétention pour les substances liquides. <p>La société Ortec Industrie - Fos/mer est en charge de la gestion des déchets comme en atteste l'offre technique et commerciale présentée par l'exploitant signée le 10 mars 2023.</p> <p>L'exploitant a présenté l'arrêté préfectoral d'autorisation de Ortec Industrie - Fos/mer. Ce dernier met en évidence que Ortec Industrie - Fos/mer est autorisé pour les rubriques ICPE :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 2718. Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux;</li><li>- 2790. Installation de traitement de déchets dangereux;</li><li>- 3550. Stockage temporaire de déchets.</li></ul> <p>L'écart constaté sur cette thématique lors de l'inspection du 24/11/2022 et ayant conduit à l'arrêté de mise en demeure du 22/12/2022 peut être levé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Tests des équipements de mise à l'arrêt

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b> Les tests d'arrêt sont réalisés annuellement et les rapports sont disponibles : Conforme
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté pour l'unique éolienne du parc, les rapports réalisés par le constructeur : - WIND BASED MAINTENANCE - MASTER MAINTENANCE  Ces rapports mettent en évidence des tests d'arrêts, d'arrêt d'urgence, d'arrêt en régime de survitesse. L'inspection a vérifié que les rapports dataient de moins d'un an.  Tous les rapports sont disponibles en ligne sur l'application de suivi de maintenance tenue par le constructeur ENERCON.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Vérifications installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. [...]. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
<b>Constats :</b> Les installations électriques intérieures sont maintenues en bon état et sont contrôlées par un organisme compétent à fréquence annuelle : Conforme
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le rapport de vérification électrique de l'éolienne réalisé par la société SOCOTEC le 16 juin 2022. Le poste de livraison a été vérifié par SOCOTEC le 26 juillet 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Contrôle des brides et des fixations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
<b>Constats :</b> Le rapport de la Maintenance principale effectuée en juin 2022 met en évidence les contrôles des brides, raccords, fixations et les contrôles visuels du mât : Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Contrôle visuel des pales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Le rapport de GREASE MAINTENANCE, maintenance effectuée en novembre 2022, met en évidence le contrôle visuel des pales et du rotor : Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Fonctionnement anormal de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.  L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.  Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté la liste des systèmes de sécurité avec leur fréquence de tests et les opérations de maintenance. Par échantillonnage, l'inspecteur a constaté que les rapports de maintenance de 2022 mettent en évidence le contrôle des systèmes de sécurité : Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Manuel d'entretien de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.  L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b> La plateforme informatique ENERCON permet de suivre toutes les maintenances réalisées et prévues, les défaillances constatées auxquelles sont rattachés les ordres de service pour actions ENERCON. De plus, l'exploitant tient un tableau indiquant les dates et fréquences des différentes maintenances. L'exploitant a présenté les manuels d'entretien des installations (Maintenance quadriennale, Maintenance principale, Maintenance dépendante du vent, Graissage d'entretien) avec les descriptions techniques des opérations de maintenance : Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 10 : Détection fonctionnement anormal**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none"><li>- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;</li><li>- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté une fiche réflexe mettant en évidence la transmission de l'alerte en moins de 15 minutes et l'arrêt de la machine en moins de 60 minutes : Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet